

3° dans la phrase introductive de l'alinéa 3, les mots « trois mille cinq cents (3 500) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée » sont remplacés par les mots « trois mille huit cents (3 800) francs et trois mille (3 000) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée, selon que les pièces sont déposées sur documents de papier ou par voie informatique ».

Art. 5. A l'article 21 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« En cas de dépôt par voie informatique, il en est fait mention sur les documents délivrés ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1993.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1993.

BAUDOUIIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

3° in de inleidende zin van het derde lid worden de woorden « drieduizend vijfhonderd (3 500) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde », vervangen door de woorden « drieduizend achthonderd (3 800) frank en op drieduizend (3 000) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, naargelang de stukken worden neergelegd op papier dan wel op informatiedrager ».

Art. 5. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Bij neerlegging op informatiedrager wordt dit vermeld op de afgeleverde stukken ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1993.

Art. 7. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 58

31 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal complétant, pour l'année 1993, l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992

BAUDOUIIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992, notamment les articles 1^{er} et 5;

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1993, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa premier, de l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992 est complété comme suit :

« 3° à 427,1 millions de francs pour l'année 1993 ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 58

31 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit tot aanvulling, met betrekking tot het jaar 1993, van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992, inzonderheid op de artikelen 1 en 5;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1993 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijld moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en zodat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurievoorzichten dienovereenkomstig kunnen opmaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992 wordt aangevuld als volgt :

« 3° op 427,1 miljoen frank voor het jaar 1993 ».

Art. 2. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 3bis. Le montant visé à l'article 1^{er}, alinéa premier, 3^o, de cette participation globale des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

- 1^o l'Office national de sécurité sociale : 328,8 millions de francs;
- 2^o l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants : 42,7 millions de francs;
- 3^o l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 51,3 millions de francs;
- 4^o l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 4,3 millions de francs.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1^{er} sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, par quarts trimestriels provisionnels.

Ces versements sont effectués au plus tard le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre.

Toutefois, la Banque-carrefour de la sécurité sociale peut, moyennant préavis d'un mois, demander à une ou à plusieurs des institutions visées à l'alinéa 1^{er} :

- a) d'effectuer un versement anticipé d'un ou de plusieurs de ces quarts provisionnels, pour couvrir des dépenses particulières;
- b) de ne pas effectuer le versement d'un quart provisionnel ou de n'effectuer qu'un versement partiel, dont elle détermine le montant.

Art. 3. L'article 5, alinéas deux à quatre, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les différences ainsi constatées sont régularisées sur base des pourcentages respectifs que représentent les montants visés à l'article 2, alinéa premier, à l'article 3, alinéa premier, ou à l'article 3bis, alinéa premier, par rapport au montant visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 3^o.

Le solde négatif à charge d'une institution visée à l'article 2, alinéa premier, à l'article 3, alinéa premier, ou à l'article 3bis, alinéa premier, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; le versement de régularisation est effectué au profit de cette dernière au plus tard dans les trente jours à dater de cette communication.

Le solde positif au profit d'une institution visée à l'article 2, alinéa premier, à l'article 3, alinéa premier, ou à l'article 3bis, alinéa premier, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; ce solde est alors déduit du plus prochain paiement à effectuer par cette institution en vertu de l'article 3 ou de l'article 3bis ou lui est, à sa demande, remboursé, totalement ou partiellement, par la Banque-carrefour. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre du Budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 décembre 1992.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Pensions,
F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites
et Moyennes Entreprises,
A. BOURGEOIS

Le Ministre du Budget,
Mme M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Art. 2. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 3bis. Het in artikel 1, eerste lid, 3^o, bedoeld bedrag van deze globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2^o, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid, wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hierna vermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten diénovereenkomstig moet verhoogd worden :

- 1^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 328,8 miljoen frank;
- 2^o het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 42,7 miljoen frank;
- 3^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 51,3 miljoen frank;
- 4^o de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 4,3 miljoen frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid per provisionele trimestriële vierden gestort.

Deze stortingen moeten uiterlijk op 15 januari, 15 april, 15 juli en 15 oktober verricht worden.

De Kruispuntbank van de sociale zekerheid kan echter, mits een voorafgaande kennisgeving van één maand, aan één of meerdere van de in het eerste lid bedoelde instellingen vragen om :

- a) een vervoegde storting te verrichten van één of meerdere van deze provisionele vierden, ten einde bijzondere uitgaven te dekken;
- b) de storting van een provisioneel vierde niet te verrichten of alleen een gedeeltelijke storting ervan te verrichten, waarvan zij het bedrag bepaalt.

Art. 3. Artikel 5, tweede tot en met vierde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De aldus vastgestelde verschillen worden geregulariseerd op basis van de onderlinge percentages die de in artikel 2, eerste lid, artikel 3, eerste lid, of artikel 3bis, eerste lid, bedoelde bedragen vertegenwoordigen ten opzichte van het in artikel 1, eerste lid, 1^o, 2^o of 3^o bedoeld bedrag.

Het negatieve saldo ten laste van een in artikel 2, eerste lid, artikel 3, eerste lid, of artikel 3bis, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; de regularisering wordt ten bate van laatstgenoemde gestort binnen de 30 dagen te rekenen vanaf deze mededeling.

Het positieve saldo ten gunste van een in artikel 2, eerste lid, artikel 3, eerste lid, of artikel 3bis, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; dit saldo wordt dan afgetrokken van de eerstkomende betaling door deze instelling te verrichten krachtens artikel 3 of artikel 3bis of wordt haar, op haar aanvraag, geheel of gedeeltelijk terugbetaald door de Kruispuntbank. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX

De Minister van Pensioenen,
F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Ambtenarenzaken,
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine
en Middelgrote Ondernemingen,
A. BOURGEOIS

De Minister van Begroting,
Mevr. M. OFFECIERS-VAN DE WIELE